



REGINA
PARIS



MAJESTIC

VILLA & HÔTEL
PARIS



RAPHAEL
PARIS

Hôtel REGINA Paris S.A.



Rapport financier semestriel 30 juin 2011

www.sa-hotel-regina-paris.com

HOTEL REGINA PARIS

Société Anonyme au Capital de €10 127 050

Siège social : 2, Place des Pyramides 75001 PARIS

RCS PARIS 572 158 558

RAPPORT SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2011

SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 2011

ACTIVITE ET RESULTAT

Augmentation du Chiffre d'affaires au 30 juin 2011 : + 20,40 %

En K€	1er Trimestre	2ème Trimestre	Cumul du 1/01 au 30/06
<u>2011</u>			
Hôtel Regina Paris	1 647	3 073	4 720
Villa & Hôtel Majestic Paris	615	1 198	1 813
Hôtel Raphael Paris	2 319	3 314	5 633
TOTAL 2011	4 581	7 585	12 166
<u>2010</u>			
Hôtel Regina Paris	1 278	2 298	3 576
Villa & Hôtel Majestic Paris	214	906	1 120
Hôtel Raphael Paris	2 351	3 058	5 409
TOTAL 2010	3 843	6 262	10 105
Variation en %	19,20%	21,13%	20,40%

Le chiffre d'affaires de nos trois établissements s'élève à 12,2 millions d'euro au 30 juin 2011, soit une augmentation de 20,40 % par rapport au 30 juin 2010. Cette augmentation de notre chiffre d'affaires s'explique par un retour en masse des touristes sur la capitale et par des salons professionnels porteurs sur ce second trimestre 2011.

Ce phénomène est d'autant plus accru avec l'ouverture de nouveaux canaux de distribution via Internet et une gestion plus précise de nos offres.

Notre Taux d'Occupation d'ensemble gagne 12,08 points pour s'établir à 64,12 % au 30 juin 2011. Le prix moyen hors taxes s'élève à 293,20 € contre 289,31 € l'an dernier à la même date, soit une augmentation de 1,34 %. Le RevPar (Revenu par chambre) s'établit à 188,00 € hors taxe. Pour mémoire, il était de 150,55 € au 30 juin 2010.

Au 30 juin 2011, le total des produits d'exploitation s'est élevé à 12 462 K€ contre 10 624 K€ l'année précédente à la même date, soit une augmentation de 17,30 %.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 12 001 K€ contre 11 213 K€ au 30 juin 2010, soit une augmentation de 7,02 %.

Le résultat d'exploitation s'élève en conséquence à 461 K€ au 30 juin 2011 contre une perte de - 589 K€ au 30 juin 2010.

Le résultat financier s'établit à - 17 K€ contre - 64 K€ au 30 juin 2010.

Le résultat exceptionnel est un profit de 260 K€. Il comprend principalement les reprises de provisions constituées en 2009 ou 2010 pour les rehaussements des contrôles fiscaux et Urssaf que la société a dû payer.

L'impôt sur les sociétés de 396 K€ comprend un crédit d'impôt obtenu en 2011 de 30 K€, l'impôt société payé suite au contrôle fiscal pour 244 K€ et l'impôt calculé sur les comptes au 30 juin 2011 pour 182 K€.

Le résultat net est un profit de 308 K€ à mi-année 2011 contre une perte de - 678 K€ au 30 juin 2010.

Au niveau du bilan actif, il n'y a pas de variation significative des immobilisations, les investissements ayant été limités sur le 1^{er} semestre 2011.

La trésorerie est passée de 13,4 M€ au 31/12/2010 à 12,8 M€ au 30 juin 2011. L'endettement net est une situation de trésorerie positive de 6,8 M€ stable par rapport à la fin d'année 2010.

Le total du bilan est de 47,0 M€.

Au passif les provisions pour risques et charges ont diminué de 163 K€ comparées au 31 décembre 2010, résultant des reprises des provisions pour impôts et contrôle Urssaf et de la constitution de provisions complémentaires pour les travaux de ravalement et les litiges prud'homains (cf. Litiges en cours et provisions ci-dessous).

La société a remboursé 875 K€ d'emprunt sur ce semestre.

Le total des dettes est de 10,1 M€ au 30 juin 2011, il était de 10,2 M€ au 31 décembre 2010.

Rappelons que les comptes semestriels au 30 juin 2011 n'ont pas fait l'objet de travaux de la part du commissaire aux comptes, la société n'ayant plus l'obligation de faire revoir ses comptes semestriels.

FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2011

Les négociations engagées par la société avec les instances représentatives du personnel pour modifier le système de rémunération – passage du système de rémunération au pourcentage vers une rémunération fixe – ont abouti à un accord collectif formalisant la mise en place d'une grille salariale. Cet accord a été mis en œuvre à compter du 1^{er} juin 2011.

L'Assemblée Générale des actionnaires s'est tenue le 21 juin 2011 à l'Hôtel Raphael Paris, 17 avenue Kléber 75116 Paris. Elle a approuvé le versement d'un dividende de 0,12 € par action qui a été mis en paiement le 22 juillet 2011.

LES LITIGES EN COURS ET PROVISIONS

Les provisions constituées conformément aux décisions du Conseil d'administration, ainsi que pour faire face aux divers risques et charges de la Société s'élèvent au 30 juin 2011 à €1 784 292.

Elles se composent notamment de :

Provision pour Litiges

La provision pour prud'hommes s'élève à €503 000 au 30 juin 2011 contre €352 000 en fin d'année 2010.

Une dotation aux provisions complémentaire de 151 K€a été constituée au cours du 1^{er} semestre 2011 pour faire face à cinq nouveaux litiges.

Le total des demandes des salariés dans les litiges prud'homaux engagés contre la société s'élèvent à €632 431 au 30 juin 2011. La société a provisionné un montant de 503 000 euros considérant, après avis pris auprès de ses avocats, que certaines demandes sont infondées.

Provision pour Grosses Réparations : Ravalement

L'évaluation de la provision pour grosses réparations relative aux constructions a été effectuée sur la base d'estimations (devis) du coût de ravalement et prend en compte les caractéristiques et l'environnement géographique de chacun des établissements (montant estimé de 1 600 K€). En application du règlement CRC 2002-10, modifié par le CRC 2003-07, la société a constitué une provision pour grosses réparations liée au ravalement des établissements sur la base du montant estimé des travaux, étalée sur une période de 13 ans.

La provision au 30 juin 2011 s'élève à 1 235 K€ à raison de 155 K€par an. Elle sera complètement dotée au 31 décembre 2013.

Provision pour charge suite à contrôle URSSAF

La société a fait l'objet d'un contrôle URSSAF en fin d'année 2009, portant sur les exercices 2007 et 2008. Une provision de 123 K€ a été constituée au 31 décembre 2009, couvrant le principal du redressement et une estimation des intérêts de retard. La mise en demeure de payer a été reçue par la société début août 2010. Le recours formé auprès de la Commission de recours amiable des URSSAF a été rejeté au cours du 1^{er} semestre 2011. La société s'est acquittée des sommes dues et la provision a été reprise en produits exceptionnels au cours de ce semestre.

Contrôle fiscal

La société a fait l'objet d'une vérification de comptabilité en 2010 portant sur les exercices 2007 et 2008. Une régularisation a été faite en 2010 en matière d'Impôt sur les Sociétés concernant des provisions non déductibles fiscalement et de Taxe Professionnelle.

L'Inspecteur des Impôts dans sa proposition de rectification du 30 juillet 2010 remet en cause le bien-fondé et la déductibilité de la provision pour grosses réparations constituée depuis 1999 pour le ravalement des trois établissements de la société, arguant d'un défaut de programmation détaillée des travaux à entreprendre. L'impact fiscal de ce rehaussement représente 243 743 € d'impôts auquel il faut ajouter les intérêts de retard.

La société a contesté cette position auprès de la Commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires le 7 mars 2011. L'argumentaire et les justificatifs produits par la société n'ont pas été retenus par cette Commission et le rehaussement a été maintenu.

La société a payé les sommes dues sur le 1^{er} semestre 2011 et la provision qui avait été constituée en 2010 pour un montant de 268 013 €intérêt de retard compris, a été reprise en produits exceptionnels sur le semestre.

REPARTITION DU CAPITAL

Il n'a pas été porté à notre connaissance de franchissement de seuil sur ce premier semestre 2011.

Les informations publiées dans le rapport financier annuel 2010 de la société, sont présentées ci-dessous pour mémoire :

	CAPITAL	DROITS DE VOTE	
Famille BAVEREZ	58,08%	70,57%	
Financière de l'Echiquier	10,00%	6,14%	
Quilvest et Associés Gestion d'Actifs	5,81%	3,39%	(1)
CIC Investissement	5,01%	2,98%	(2)
Optigestion	4,16%	2,52%	(3)

(1) Déclaration du 1^{er} décembre 2006 - Franchissement de seuil le 24 novembre 2006

(2) Déclaration du 5 novembre 2007 - Franchissement de seuil le 30 octobre 2007

(3) Déclaration du 25 novembre 2008 – Franchissement de seuil le 19 novembre 2008

A la connaissance de la société aucune autre personne physique ou morale ne possède, directement ou indirectement, seul ou de concert plus de 5 % des actions du capital ou des droits de vote.

Rappelons que conformément à l'article 18 des statuts de la société, disposeront de deux voix par action lors des Assemblée générale, sans limitation, les propriétaires d'actions nominatives entièrement libérées, qui auront été inscrites à leur nom pendant quatre ans au moins.

La société ne détient pas ses propres actions.

OPERATIONS REALISEES PAR LES DIRIGEANTS SUR LES TITRES DE LA SOCIETE AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 2011

Il n'y a pas eu d'opérations réalisées sur les titres de la société sur le premier semestre 2011.

MANDATS DE NOS COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les mandats de nos commissaires aux comptes titulaires et suppléants sont arrivés à échéance avec l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2010.

La société KPMG Audit Paris et Centre SAS a été nommée en qualité de commissaire aux comptes titulaire pour un mandat de 6 exercices, soit jusqu'à l'Assemblée générale qui approuvera les comptes de l'exercice 2016.

La société KPMG Audit Nord SAS a été nommée en qualité de commissaire aux comptes suppléant pour un mandat de 6 exercices, soit jusqu'à l'Assemblée générale qui approuvera les comptes de l'exercice 2016.

GESTION DES RISQUES

L'identification des principaux risques et leur gestion est présentée dans le rapport financier annuel 2010. Il n'y a pas eu d'évolution notable de ces risques au cours du semestre écoulé.

PERSPECTIVE D'AVENIR

L'évolution politique et économique mondiale ainsi que les désastres naturels nous obligent à une certaine prudence sur l'évolution de notre chiffre d'affaires.

La société s'est dotée de nouvelles techniques de vente en se tournant vers Internet, en étoffant son service commercial, en créant un service de Yield Management mais également en gérant au mieux ses dépenses. Tous ces efforts se poursuivent sur l'année 2011 et nous espérons en tirer des profits à court et moyen terme.

Notre plus grand challenge pour la Villa & Hôtel Majestic est de la faire connaître, nos équipes se chargeant de la faire reconnaître en termes de qualité de service.

La société s'engage dans un processus de travaux de mise aux normes des ascenseurs, de la détection incendie sur l'hôtel Raphael accompagné d'une rénovation des couloirs et circulations, de rénovations de chambres sur les hôtels Regina et Raphael, qui devraient débiter dès la fin d'année 2011.

Au niveau commercial, l'hôtel Regina a signé un nouveau contrat de représentation. L'hôtel Regina sera affilié à la marque « Summit Hotels & Resorts » du groupe Preferred Hotel Group à compter du 1^{er} septembre 2011.

Comme nous l'annoncions, l'année 2011 est une année charnière de restructurations qui nous permettront de nous positionner au même niveau que nos concurrents.

Au regard des éléments exposés ci-dessus relatifs à l'activité, le résultat net de l'année 2011 devrait renouer avec l'équilibre.

COMPTES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2011

(Comptes non audités)

I. — Bilan

	30/06/2011		30/06/2010	31/12/2010
Actif	Brut	Amortissement provision	Net	Net
Actif immobilisé :				
Immobilisations incorporelles :				
Concessions, brevets, licences, logiciels, droits et val. similaires	357 541	257 024	100 517	116 530
Autres immobilisations incorporelles	24 490	20 026	4 464	7 227
Immobilisations corporelles :				
Terrains	1 091 384		1 091 384	263 582
Constructions	44 755 043	17 828 985	26 926 058	26 335 172
Installations techniques, matériel et outillage industriels	7 199 379	4 172 116	3 027 263	2 623 690
Autres immobilisations corporelles	1 157 581	1 036 226	121 356	120 887
Immobilisations corporelles en cours	98 385		98 385	3 590 715
Immobilisations financières (2) :				0
Prêts	98 343		98 343	116 384
Autres immobilisations financières	28 792		28 792	28 292
	54 810 939	23 314 376	31 496 562	33 202 478
Actif circulant :				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et autres approvisionnements	248 355		248 355	233 370
Marchandises	209 030	4 000	205 030	173 133
Avances et acomptes versés sur commandes	42 792		42 792	34 446
Créances :				
Clients et comptes rattachés	2 029 281	200 960	1 828 321	1 949 306
Autres créances	128 029		128 029	207 749
Valeurs mobilières de placement :				
Autres titres	6 560 185	127 205	6 432 980	6 036 450
Disponibilités	6 268 614		6 268 614	6 402 903
Charges constatées d'avance	381 059		381 059	302 949
	15 867 345	332 164	15 535 180	15 340 307
Total général	70 678 283	23 646 541	47 031 742	48 542 785

Passif	30/06/2011	30/06/2010	31/12/2010
	Net	Net	Net
Capitaux propres :			
Capital (dont versé : 10 127 050,00)	10 127 050	10 127 050	10 127 050
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 370 981	1 370 981	1 370 981
Réserve légale	1 101 919	1 101 919	1 101 919
Autres réserves	22 265 436	23 214 231	23 214 231
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	307 915	-677 795	-664 099
	<u>35 173 300</u>	<u>35 136 386</u>	<u>35 150 081</u>
Provisions pour risques et charges :			
Provisions pour risques	503 000	352 000	352 000
Provisions pour charges	1 281 292	1 272 629	1 595 029
	<u>1 784 292</u>	<u>1 624 629</u>	<u>1 947 029</u>
Dettes (1) :			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	5 704 473	7 461 182	6 580 894
Emprunts et dettes financières	301 378	396 277	16 682
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	392 586	117 504	220 876
Fournisseurs et comptes rattachés	1 012 749	1 244 706	888 958
Dettes fiscales et sociales	2 487 780	2 187 249	2 111 684
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	109 187	307 533	356 958
Autres dettes	40 386	48 212	28 799
Produits constatés d'avance	25 612	19 108	30 251
	<u>10 074 151</u>	<u>11 781 771</u>	<u>10 235 101</u>
Total général	<u>47 031 742</u>	<u>48 542 785</u>	<u>47 332 212</u>
<i>(1) Dont à plus d'un an (a)</i>	<i>3 954 182</i>	<i>5 704 182</i>	<i>4 829 182</i>
<i>(1) Dont à moins d'un an (a)</i>	<i>5 727 383</i>	<i>5 960 085</i>	<i>5 185 043</i>
<i>(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours</i>			

II. — Compte de résultat

	30/06/2011		30/06/2010	
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation :				
Ventes de marchandises	2 662 948		2 662 948	2 418 471
Production vendue (services)	9 509 105		9 509 105	7 667 869
Chiffre d'affaires net	12 172 053		12 172 053	10 086 339
Reprises sur provisions et transfert de charges			205 277	441 671
Autres produits			84 623	96 064
			12 461 953	10 624 075
Charges d'exploitation :				
Achats de marchandises			821 888	780 956
Variation de stocks			-5 975	-3 800
Autres achats et charges externes			3 094 952	2 705 832
Impôts, taxes et versements assimilés			642 160	599 353
Salaires et traitements			4 220 472	3 956 910
Charges sociales			1 633 049	1 467 734
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 128 323	1 354 046
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			200 960	100 758
Pour risques et charges : dotations aux provisions			228 307	123 132
Autres charges			36 470	128 092
			12 000 604	11 213 014
Résultat d'exploitation			461 349	-588 939
Produits financiers :				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			33 440	33 005
Reprises sur provisions et transfert de charges			457 964	517 358
Différences positives de change			136	124
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			26 095	47 191
			517 636	597 677
Charges financières :				
Dotations aux amortissements et aux provisions			127 205	494 133
Intérêts et charges assimilées			121 075	151 232
Différences négatives de change			1 810	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			284 960	15 839
			535 049	661 204
Résultat financier			-17 413	-63 527
Résultat courant avant impôts			443 935	-652 467

Compte de résultat (suite) :

	30/06/2011	30/06/2010
	Total	Total
Produits exceptionnels :		
Sur opérations en capital	688	
Reprise sur dépréciations, provisions	385 695	
	<u>386 383</u>	
Charges exceptionnelles :		
Sur opérations de gestion	125 368	
Sur opérations en capital	688	13 029
	<u>126 056</u>	<u>13 029</u>
<u>Résultat exceptionnel</u>	<u>260 327</u>	<u>-13 029</u>
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices	396 347	12 299
<u>Total des produits</u>	<u>13 365 971</u>	<u>11 221 752</u>
<u>Total des charges</u>	<u>13 058 057</u>	<u>11 899 546</u>
<u>Bénéfice ou perte</u>	<u>307 915</u>	<u>-677 795</u>

III. — Tableau des flux de trésorerie

En milliers d'euros	1er Semestre 2011 En K€	1er Semestre 2010 En K€
Flux de trésorerie liés à l'activité :		
Résultat net	307,9	-677,8
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
Amortissements et provisions	681,3	1 170,9
Plus et moins value de cession	0,0	0,0
Autres charges et produits calculés	0,0	0,0
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité :		
Variation des stocks	-6,0	-3,8
Variation des créances d'exploitation	-815,4	678,6
Variation des dettes d'exploitation	678,5	666,1
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-142,9	1 340,9
Flux net de trésorerie généré par l'activité	846,3	1 834,0
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :		
Acquisitions d'immobilisations	-304,6	-635,2
Cessions ou réductions d'immobilisations	8,7	13,0
Autres flux liés aux opérations d'investissement	-247,8	-1 859,8
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-543,7	-2 482,0
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement :		
Dividendes versés aux actionnaires	0,0	0,0
Augmentation de capital en numéraire	0,0	0,0
Emprunt	0,0	0,0
Remboursement d'emprunt	-876,4	-873,5
Autres flux liés aux opérations de financement	0,0	0,0
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-876,4	-873,5
Variation de trésorerie	-573,9	-1 521,5
Trésorerie d'ouverture	13 402,7	14 454,9
Variation de trésorerie de la période	-573,9	-1 521,5
Trésorerie à la clôture de la période	12 828,8	12 933,5
	Au	Au
En milliers d'euros	30/06/2011	30/06/2010
Emprunt auprès des établissements de crédit	5 687,5	7 437,5
Dettes financières diverses	301,4	396,3
Intérêts courus	17,0	23,7
Concours bancaires	0,0	0,0
Total des dettes financières	6 005,9	7 857,5
Endettement Net - Situation de trésorerie positive	6 822,9	5 076,0

IV. — Tableau des variations des capitaux propres

En euros	31/12/2010	+	Dividendes	-	30/06/2011
Capital	10 127 050				10 127 050
Primes, réserves	25 687 131		-284 696	-664 099	24 738 335
Report à nouveau	0				0
Résultat	-664 099	307 915		664 099	307 915
Subventions d'investissement	0				0
Provisions réglementées	0				0
Autres	0				0
Total	35 150 081	307 915	-284 696	0	35 173 300

V. — Notes annexes aux comptes sociaux.

Règles et méthodes comptables (Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 - articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

Les comptes ont été établis selon les principes comptables français.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours du semestre.

Changement de présentation

Aucun changement notable de présentation n'est intervenu au cours du semestre.

LES PRINCIPALES METHODES UTILISEES SONT LES SUIVANTES :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue selon le mode linéaire ou dégressif.

- Constructions	: 30 à 50 ans
- Aménagement des constructions	: 10 à 30 ans
- Installations techniques, matériel et outillage	: 5 à 20 ans
- Installations générales, agenc. et aménag. divers	: 3 à 15 ans
- Matériel de bureau et informatique	: 5 ans
- Mobilier	: 10 ans

Immobilisations incorporelles

Les frais d'établissement sont amortis sur 5 ans.

Les logiciels informatiques acquis séparément sont amortis sur 3 à 5 ans.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

Dépréciation

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est constituée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur nominale. L'estimation de cette provision est réalisée au cas par cas.

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Actions

Les actions sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. En fin d'exercice, leur coût d'acquisition est comparé au dernier cours connu, si ce dernier est inférieur, il est créé une provision pour la différence.

Obligations

Les obligations sont comptabilisées à leur valeur nominale. A la clôture, celle-ci est comparée à la dernière valeur connue hors coupon couru. Si cette dernière est inférieure, il est constitué une provision pour la différence.

SICAV, FCP et assimilés

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. A la clôture de l'exercice, si le coût d'acquisition est supérieur à la valeur de rachat, cette différence est constatée par la constitution d'une provision.

Le montant des plus-values latentes sur Sicav, non comptabilisé conformément aux règles comptables, s'élève au 30 juin 2011 à 446 358 euros.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions sont constituées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de la société à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire, contractuel ou découler des pratiques de la société.

L'estimation du montant des provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que la société devra supporter pour remplir son obligation.

Provision pour Litiges

La provision pour prud'hommes s'élève à €503 000 au 30 juin 2011 contre €352 000 en fin d'année 2010.

Une dotation aux provisions complémentaire de 151 K€a été constituée au cours du 1^{er} semestre 2011 pour faire face à cinq nouveaux litiges.

Le total des demandes des salariés dans les litiges prud'homaux engagés contre la société s'élèvent à €632 431 au 30 juin 2011. La société a provisionné un montant de 503 000 euros considérant, après avis pris auprès de ses avocats, que certaines demandes sont infondées.

Provision pour Grosses Réparations : Ravalement

L'évaluation de la provision pour grosses réparations relative aux constructions a été effectuée sur la base d'estimations (devis) du coût de ravalement et prend en compte les caractéristiques et l'environnement géographique de chacun des établissements (montant estimé de 1 600 K€). En application du règlement CRC 2002-10, modifié par le CRC 2003-07, la société a constitué une provision pour grosses réparations liée au ravalement des établissements sur la base du montant estimé des travaux, étalée sur une période de 13 ans.

La provision au 30 juin 2011 s'élève à 1 235 K€ à raison de 155 K€ par an. Elle sera complètement dotée au 31 décembre 2013.

Provision pour charge suite à contrôle URSSAF

La société a fait l'objet d'un contrôle URSSAF en fin d'année 2009, portant sur les exercices 2007 et 2008. Une provision de 123 K€ a été constituée au 31 décembre 2009, couvrant le principal du redressement et une estimation des intérêts de retard. La mise en demeure de payer a été reçue par la société début août 2010. Le recours formé auprès de la Commission de recours amiable des URSSAF a été rejeté au cours du 1^{er} semestre 2011. La société s'est acquittée des sommes dues et la provision a été reprise en produits exceptionnels au cours de ce semestre.

Contrôle fiscal

La société a fait l'objet d'une vérification de comptabilité en 2010 portant sur les exercices 2007 et 2008. Une régularisation a été faite en 2010 en matière d'Impôt sur les Sociétés concernant des provisions non déductibles fiscalement et de Taxe Professionnelle.

L'Inspecteur des Impôts dans sa proposition de rectification du 30 juillet 2010 remet en cause le bien-fondé et la déductibilité de la provision pour grosses réparations constituée depuis 1999 pour le ravalement des trois établissements de la société, arguant d'un défaut de programmation détaillée des travaux à entreprendre. L'impact fiscal de ce rehaussement représente 243 743 € d'impôts auquel il faut ajouter les intérêts de retard.

La société a contesté cette position auprès de la Commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires le 7 mars 2011. L'argumentaire et les justificatifs produits par la société n'ont pas été retenus par cette Commission et le rehaussement a été maintenu.

La société a payé les sommes dues sur le 1^{er} semestre 2011 et la provision qui avait été constituée en 2010 pour un montant de 268 013 € d'intérêt de retard compris, a été reprise en produits exceptionnels sur le semestre.

EMPRUNT

Afin de financer en partie les travaux de réhabilitation en hôtel de l'immeuble situé 30-32 rue la Pérouse et les travaux de remise aux normes ou d'embellissement de l'hôtel Majestic situé 29 rue Dumont d'Urville à Paris 16e, le Conseil d'administration du 16 février 2007 a autorisé la mise en place d'un emprunt pour un montant de 7 millions d'euros, complété le 28 avril 2009 par un emprunt de 3 millions d'euros.

La garantie de ces emprunts consiste en un nantissement sur le fonds de commerce sis 30-32 rue La Pérouse 75116 Paris.

Au 30 juin 2011, le capital restant à rembourser s'élève à 5,7 millions d'euros. Le montant total des intérêts comptabilisés au 30 juin 2011 s'élève à 121 075 euros.

L'emprunt de 7 millions d'euros est remboursable par amortissement constant sur 7 ans jusqu'au 28 août 2015 et porte intérêts à 3,92% plus 0,30% si Euribor 3 mois est inférieur à 5% ou à Euribor 3 mois plus 0,30% au-delà.

L'emprunt de 3 millions d'euros est remboursable par amortissement constant sur 4 ans jusqu'au 27 mai 2013 et porte intérêts à 2,86%.

EVALUATION DES ENGAGEMENTS ENVERS LES SALARIES EN ACTIVITE

Comme par le passé, l'évaluation des engagements en matière de retraite et avantages assimilés n'a pas fait l'objet d'une mise à jour pour la présentation des comptes semestriels clos le 30 juin 2011.

Au 31 décembre 2010, elle se présentait comme suit :

Les engagements de l'entreprise sont évalués à la clôture de l'exercice, salarié par salarié. L'engagement de l'entreprise envers un salarié en activité représente une dette potentielle à long terme.

Cette dette est (d'après OEC, rec n°123 méthode de répartition des coûts au prorata de l'ancienneté) :
- actualisée en appliquant un taux d'intérêts composés compatible avec la nature de dette à long terme.
- pondérée par la probabilité pour que le salarié remplisse un jour les conditions requises (espérance mathématique de la dette actualisée répartie entre les exercices au prorata de l'ancienneté acquise).

Elle est calculée sur la totalité des salariés en contrat à durée déterminée, avec un âge de départ à la retraite à 65 ans.

$$D = I \times (1 + i)^{-n} \times Pp \times Ps \times na / nt$$

D = estimation actuelle de l'engagement

I = montant de l'indemnité prévue

na = nombre actuel d'années d'ancienneté

nt = nombre total d'années d'ancienneté le jour du départ en retraite

n = (nt-na)

Pp = probabilité de présence d'un salarié à l'âge de retraite.

Ps = probabilité de survie à l'âge de la retraite.

i = taux d'intérêt retenu pour l'actualisation.

Le taux d'actualisation retenu (obligation à long terme) : 5,10 %

Engagement Indemnités :	32 099 €
+ charges sociales (43%) :	<u>13 802 €</u>
	45 901 €

Rappelons que ce montant ne fait pas l'objet d'une provision dans nos comptes.

ENGAGEMENTS RECUS

Au 30 juin 2011, le montant total des cautions reçues et non échues des entreprises de travaux ayant travaillé sur le site de la Villa & Hotel Majestic Paris s'élève à 558 973 euros.

ENGAGEMENTS DONNES

Au 30 juin 2011, le nombre total des heures acquises par les salariés de la société au titre du Droit Individuel à la Formation s'élève à 16 689 h 30 min.

Les emprunts contractés pour faire face aux dépenses de travaux de la Villa & Hôtel Majestic Paris sont garantis par un nantissement auprès de la banque sur le fonds de commerce sis 30 rue la Pérouse 75116 Paris.

PARTIES LIEES

Néant

FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2011

Les négociations engagées par la société avec les instances représentatives du personnel pour modifier le système de rémunération – passage du système de rémunération au pourcentage vers une rémunération fixe – ont abouti à un accord collectif formalisant la mise en place d'une grille salariale. Cet accord a été mis en œuvre à compter du 1er juin 2011.

L'Assemblée Générale des actionnaires s'est tenue le 21 juin 2011 à l'Hôtel Raphael Paris, 17 avenue Kléber 75116 Paris. Elle a approuvé le versement d'un dividende de 0,12 € par action qui sera mis en paiement le 22 juillet 2011.

Notre société a fait l'objet d'un contrôle fiscal sur le 2e trimestre 2010 qui portait sur les exercices clos au 31 décembre 2007 et 2008. Les incidences financières sont décrites dans les présentes annexes aux comptes semestriels dans le paragraphe « provisions pour risques et charges » ci-dessus.

La Commission Départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires s'est tenue le 7 mars 2011 dans le cadre du contrôle fiscal dont la société fait l'objet. Cette Commission a émis un avis défavorable sur ce dossier. En conséquence, la société a payé au Trésor Public la somme de 268 013 euros et une reprise de provision a été constatée en produits exceptionnels.

Immobilisations :

	Valeur brute début d'exercice	Acquisitions	Diminutions par virement	Par cession	Valeur brute fin d'exercice
Immobilisations incorporelles :					
Frais d'établissement, de recherche et développement : total I					
Autres postes d'immobilisations incorporelles : total II	385 233	365		3 567	382 031
Immobilisations corporelles :					
Terrains	1 091 384				1 091 384
Constructions sur sol propre	23 235 576	167 886			23 403 462
Constructions sur sol d'autrui	2 695 160				2 695 160
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	18 631 689	47 473		22 741	18 656 421
Installations techniques, matériel et outillage industriels	7 134 650	90 463		25 734	7 199 379
Installations générales, agencements et aménagements divers	721 464	4 549			726 013
Matériel de bureau et informatique, mobilier	413 170	22 497		4 099	431 569
Immobilisations corporelles en cours	135 470	4 658	33 742	8 000	98 385
Total III	54 058 562	337 527	33 742	60 574	54 301 772
Immobilisations financières :					
Prêts et autres immobilisations financières	126 635	500			127 135
Total IV	126 635	500			127 135
Total général (I + II + III + IV)	54 570 430	338 391	33 742	64 141	54 810 939

Amortissements :

Situation et mouvements de l'exercice Immobilisations	Valeur en début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions sorties / reprises	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations Amortissables				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement recherche développement total I				
Autres immobilisations incorporelles total II	270 460	10 157	3 567	277 050
Immobilisations corporelles :				
Constructions sur sol propre	7 021 304	668 139		7 689 443
Constructions sur sol d'autrui	399 101	26 373		425 474
Instal. Générales, agenc. Et aménag. Constructions	9 602 057	134 753	22 741	9 714 068
Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 929 453	268 396	25 734	4 172 116
Installations générales, agencements et aménagements divers	669 817	6 339		676 156
Matériel de bureau et informatique, mobilier	349 315	14 166	3 411	360 070
Total III	21 971 046	1 118 165	51 886	23 037 326
Total general (I + II + III)	22 241 507	1 128 323	55 453	23 314 376

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

Néant

Charges à répartir sur plusieurs exercices :

Néant

Provisions inscrites au bilan :

	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations du semestre	Diminutions : reprises du semestre	Montant à la fin de l'exercice
Provisions règlementées : (Néant)				
Provisions pour risques et charges :				
Provisions pour litiges	352 000	151 000		503 000
Provisions pour impôts	268 013		268 013	
Provisions pour grosses réparations	1 158 160	77 307		1 235 467
Autres provisions pour risques et charges	168 856		123 031	45 825
Total II	1 947 029	228 307	391 044	1 784 292
Provisions pour dépréciations :				
Sur stocks et en-cours	4 000			4 000
Sur comptes clients	154 534	200 960	154 534	200 960
Autres provisions pour dépréciations	457 964	127 205	457 964	127 205
Total III	616 498	328 164	612 498	332 164
Total général (I + II + III)	2 563 527	556 471	1 003 542	2 116 456
Dont dotations et reprises :				
D'exploitation		429 267	159 883	
Financières		127 205	457 964	
Exceptionnelles			385 695	

Etat des créances et des dettes :

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
De l'actif immobilisé :			
Prêts	98 343		98 343
Autres immobilisations financières	28 792		28 792
De l'actif circulant :			
Clients douteux ou litigieux	110 088		110 088
Autres créances clients	1 919 193	1 919 193	
Personnel et comptes rattachés	1 857	1 857	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéficiaires			
Taxe sur la valeur ajoutée	109 837	109 837	
Débiteurs divers	16 335	16 335	
Charges constatées d'avance	381 059	381 059	
Total	2 665 504	2 428 281	237 223

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit :				
A un an maximum à l'origine	16 973	16 973		
A plus d'un an à l'origine (1)	5 687 500	1 750 000	3 937 500	
Emprunts et dettes financières diverses	16 682		16 682	
Fournisseurs et comptes rattachés	1 012 749	1 012 749		
Personnel et comptes rattachés	866 714	866 714		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	986 508	986 508		
Impôt sur les bénéficiaires	126 260	126 260		
Taxe sur la valeur ajoutée	121 793	121 793		
Autres impôts, taxes et versements assimilés	386 506	386 506		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	109 187	109 187		
Groupe et associés	284 696	284 696		
Autres dettes	40 386	40 386		
Produits constatés d'avance	25 612	25 612		
Total	9 681 565	5 727 383	3 954 182	

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice 875 000

Produits à recevoir : (Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23).

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	30/06/2011	30/06/2010
Créances clients et comptes rattachés	14 567	11 986
Autres créances	1 422	-462
Valeurs mobilières de placement	7 829	14 649
Disponibilités	9 857	4 904
Total	33 675	31 077

Charges à payer : (Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23).

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	30/06/2011	30/06/2010
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	16 695	20 656
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	232 832	259 041
Dettes fiscales et sociales	1 622 740	1 455 002
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	11 869	14 581
Autres dettes	9 048	8 891
Total	1 893 184	1 758 171

Produits et charges constatés d'avance : (Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23).

Produits constatés d'avance	30/06/2011	30/06/2010
Produits d'exploitation	25 612	19 108
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
Total	25 612	19 108

Charges constatées d'avance	30/06/2011	30/06/2010
Charges d'exploitation	381 059	302 949
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
Total	381 059	302 949

Composition du capital social : (Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 24-12).

Différentes catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			
		Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	En fin d'exercice
Actions de capital	Sans	2 372 468			2 372 468

Ventilation du chiffre d'affaires net : (Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 24-21).

	France	Etranger	Total
Prestations de services	9 509 105		9 509 105
Ventes de marchandises	2 662 948		2 662 948
Produits des activités annexes			
Total	12 172 053		12 172 053

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices : (Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 24-20).

	Avant impôt	Impôt correspondant	Après impôt
+ Résultat courant	443 935	130 896	313 039
+ Résultat exceptionnel	260 327	265 451	-5 125
- Participations des salariés			
Résultat comptable	704 262	396 347	307 915

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt : (Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 24-24).

Allègements de la dette future d'impôt	Montant
Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation :	
Participation des salariés	
Autres :	
C3S Contribution de solidarité	19 829
Provision pour ravalement	386 535
Plus value sur VMP	446 358
Total	852 722

Hôtel REGINA Paris S.A.



Responsables du rapport financier semestriel, du contrôle des comptes et
des documents accessibles au public

1^{er} Semestre 2011

Nom et fonction de la personne qui assume la responsabilité du rapport financier
semestriel

Véronique Beauvais-Valcke

Directeur général

Attestation du responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 13 septembre 2011

Véronique Beauvais-Valcke

Directeur général

Responsable de l'information financière

Sylvie Ausseur

Directeur financier

Hotel Regina Paris S.A.

2, place des Pyramides

75001 Paris

Tél. : 01 42 60 31 10

sylvie.ausseur@regina-hotel.com